

Aurélien MOLIÈRE

E-mail : aurelien.molier@univ-lyon3.fr



1. FORMATION

- 2008 - 2012** **Doctorat de droit privé** (Université Jean Moulin, Lyon 3) obtenu avec la mention très honorable, les félicitations du jury et la proposition à des prix de thèse.
Sujet de thèse : « Dissolution des couples et compensation patrimoniale », sous la direction de H. FULCHIRON (soutenue le 13 décembre 2012).
- 2007 - 2008** **Master 2 de droit de la famille** (Université Jean Moulin, Lyon 3). Sujet de mémoire : « La protection du couple et le logement ».
- 2006 - 2007** **Master 1 Carrières judiciaires**, mention droit privé et sciences criminelles (Université Jean Moulin, Lyon 3).
- 2003 - 2006** **Licence de droit privé** (Université Lumière, Lyon 2).
- 2002 - 2003** **Baccalauréat général**, série scientifique.

2. ENSEIGNEMENTS

- FONCTIONS -

- Depuis 2022** Directeur adjoint de l'Institut d'Études judiciaires de l'Université Jean Moulin Lyon 3, responsable de la préparation au concours d'entrée à l'ENM
- Depuis 2013** Maître de conférences à la Faculté de droit (Université Jean Moulin, Lyon 3)
Directeur du Master Droit de la famille.
- 2011 - 2013** A.T.E.R. à la Faculté de droit (Université Jean Moulin, Lyon 3).
- 2008 - 2011** Enseignant vacataire à la Faculté de droit (Université Jean Moulin, Lyon 3).

- COURS -

Cours magistraux

- Cours d'orientation** « Éléments d'acclimatation au droit français » (2010) ;
« Réflexion sur l'actualité du droit français » (2011 et 2012).
- 1^{re} année de Licence** Droit des biens.
- 3^e année de Licence** Droit des biens ;
Régime de l'obligation ;
Droit des contrats spéciaux.
- 1^{re} année de Master** Droit des régimes matrimoniaux ;
Droit des successions ;
Droit des libéralités ;
Droit patrimonial de l'entrepreneur.

2^e année de Master Droit patrimonial des couples.
Droit approfondi des successions et des libéralités.

Travaux dirigés

1^{re} année de Licence Introduction générale au droit (2010 et 2011) ;
Droit des personnes (2010 et 2012) ;
Droit des biens (2009, 2011 et 2013).

2^e année de Licence Droit des obligations (2010 à 2013).

3^e année de Licence Droit de la famille (2009 et 2011) ;
Droit des contrats spéciaux (2010, 2012 et 2013).

1^{re} année de Master Droit des régimes matrimoniaux (2009, 2011 et 2012).

3. TRAVAUX DE RECHERCHES

- PUBLICATIONS INDIVIDUELLES -

Encyclopédie

2023 « Mariage. Demande en nullité », Fasc. 100, LexisNexis

Articles

2024 « Juge-t-on avec les pieds ? », *D.* 2024

« La date pré-imprimée sur le support du testament olographe, élément intrinsèque de sa datation », *D.* 2024. 195

2023 « Le docteur en droit, espèce en voie de disparition ? », *D.* 2023. 1907

2022 « Le testament-partage, acte d'autorité du *de cujus* », *RJPF* 2022-6

« Proportionnalité du cautionnement : la quote-part indivise est un bien personnel de la caution », *JCP* 2022, 361

« Pour en finir avec une curiosité dans la protection du logement familial : le cas des promesses », *RJPF* 2022-3/13

2021 « Quand des époux se portent caution dans un même acte, l'engagement nul de l'un vaut-il consentement exprès au cautionnement de l'autre ? », *D.* 2021. 2166

« L'exception d'indignité permet à l'héritier renonçant d'être dispensé du paiement des frais funéraires », *D.* 2021. 1461

« L'influence des réformes sur les cas de divorce judiciaire », *Dr. et patr.* 2021, n° 314, p. 46 s.

2020 « L'article 214 du Code civil relu à la lumière des évolutions jurisprudentielles récentes : clarification ou dénaturation ? », *D.* 2020. 2362

2019 « Ordre public successoral *versus* renonciation anticipée à l'action en réduction (le faux-argument) », *D.* 2019. 1554

« Le droit peut-il être pervers ? L'exemple de la contribution des concubins aux charges du ménage », *D.* 2019. 721

2018 « Et si le concubinage était un acte juridique ? », *RTD civ.* 2018. 21

- « À propos de la validité du testament authentique établi en présence du partenaire du légataire », *JCP G* 2018. 569
- 2017** « Les sanctions en matière de représentation : point trop n'en faut ! », *D.* 2017. 1547
- 2016** « L'époux qui autorise la conclusion d'un cautionnement par son conjoint doit-il être mis en garde ? Retour sur la distinction des parties et des tiers au contrat », *D.* 2016. 1415.
- 2015** « Le pacte civil de solidarité, modèle matrimonial ? », *Gaz. Pal.* 2015, n° 288, p. 7 s.
 « La consécration de l'enrichissement injustifié : premiers regards sur le projet d'ordonnance et premières propositions de remaniement », *LPA* 14-15 mai 2015, nos 96-97, p. 6 s.
 « Les compensations entre époux. Aperçu comparatif de la pension alimentaire et de la prestation compensatoire », *Dr. Famille* 2015, n° 4, dossier 25
- 2013** « L'effet de la clause réputant la contribution aux charges du mariage de chacun des époux remplie », note sous Cass. civ. 1^{re}, 25 sept. 2013, n° 12-21.892, *D.* 2013. 2682.
 « Union libre, partenariat, mariage : stratégies patrimoniales. Le choix du régime », *Dr. Famille* 2013, n° 7-8, p. 19 s.
 « Toute caution mérite réflexion : passage en revue de moyens de désengagement inefficaces », note sous Cass. com., 5 févr. 2013, n° 11-18.644, *D.* 2013.1253.
 « La substitution, mécanisme d'affectation familiale des biens », in *Les solidarités entre générations*, H. Fulchiron (dir.), Bruylant, 2013, p. 663 s.
- 2010** « Mariage sur mariage ne vaut... même temporairement ! », *Bulletin Aix* 2010-2, p. 51 s., obs. sous CA Aix-en-Provence, 7 oct. 2009, n° 08/12794.

- PUBLICATIONS COLLECTIVES -

Ouvrages

- 2016** *Dictionnaire élémentaire du droit*, D. Chagnollaud (dir.), Dalloz, 2^e éd., 2016. Travaux effectués : rédaction des entrées relatives aux institutions juridictionnelles, au droit de la preuve, au droit des personnes et de la famille.
- 2015** *La rupture du mariage en droit comparé*, F. Ferrand et H. Fulchiron (dir.), vol. 19, Société de législation comparée, 2015. Travaux effectués : « II. Conséquences patrimoniales », pp. 151-178.
- 2014** *Dictionnaire élémentaire du droit*, D. Chagnollaud (dir.), Dalloz, 2014. Travaux effectués : rédaction des entrées relatives aux institutions juridictionnelles, au droit de la preuve, au droit des personnes et de la famille.
- 2013** « Le statut juridique du co-parent de même sexe : aperçu de droit comparé », in *Parenté, Filiation, Origine*, H. Fulchiron et J. Sosson (dir.), Bruylant, 2013, p. 89 s. Rédaction de la partie sur « L'émancipation des modèles filiatifs » (III).

Chroniques

- Depuis 2021** Chronique « Droit des personnes et de la famille », *Cahiers Louis Josserand*
- « Requalification par réduction et sauvetage du testament authentique nul sur la forme : la résistance des juges lyonnais ! », *CLJ* 2024

- « La nullité du testament : pas n'importe comment et pas pour rien ! », *CLJ* 2024
- « La piété filiale, obstacle à l'indemnisation de l'héritier appauvri », *CLJ* 2024
- « La date du testament olographe (n'est) (pas toujours) une condition de validité », *CLJ* 2023
- « Lacération et pluralité de testaments : à la recherche des dernières volontés », *CLJ* 2022
- « Déshériter l'héritier réservataire tout en le gratifiant : où s'impute le legs ? », *CLJ* 2022
- « Celui qui promet de donner est contraint à la forme authentique », *CLJ* 2021
- « Quelques rappels à propos du régime primaire des époux », *CLJ* 2021

Depuis 2016 Chronique « Filiation, adoption, autorité parentale », *Droit de la Famille*

- « De quelques rappels en matière de fixation de la résidence de l'enfant et du droit de visite du parent », *Dr. Famille* 2022, n° 4, comm. 50
- « Assistance éducative et preuve de la minorité : encore et toujours... », *Dr. Famille* 2021, n° 1, comm. 2
- « Déléguer aux parents n'est pas statuer sur les modalités du droit de visite », *Dr. Famille* 2020, n° 9, comm. 119
- « Obligation alimentaire : quand s'apprécie la recevabilité de la demande de suppression ? », *Dr. Famille* 2020, n° 1, comm. 11
- « Quand la Cour de cassation étend *ex nihilo* la compétence du juge statuant sur une action en établissement de paternité », *Dr. Famille* 2019, n° 1, comm. 8
- « Obligation d'entretien de l'enfant majeur : la preuve pèse sur celui qui s'estime libéré », *Dr. Famille* 2018, n° 10, comm. 241
- « Refus d'étendre aux concubins les effets de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint », *Dr. Famille* 2018, n° 5, comm. 131
- « Conversion de l'obligation d'entretien après divorce : existe-t-il une hiérarchie des modes d'exécution ? », *Dr. Famille* 2017, n° 6, comm. 129
- « Dispositions transitoires de la loi du 3 décembre 2001 *versus* principe d'égalité devant la loi : drame en trois QPC ! », *Dr. Famille* 2017, n° 1, comm. 10
- « Rigueur temporelle dans l'appréciation du désintéret manifeste des parents », *Dr. Famille* 2016, n° 12, comm. 250
- « L'action en paiement de la contribution à l'entretien de l'enfant se prescrit par cinq ans », *Dr. Famille* 2016, n° 9, comm. 177
- « Les droits de visite de l'article 371-4 du Code civil : l'intérêt de l'enfant, encore et toujours... », *Dr. Famille* 2016, nos 7-8, comm. 138
- « Pas de déclaration d'abandon d'enfant sans désintéret, même s'il pourrait en aller de son intérêt », *Dr. Famille* 2016, n° 5, comm. 107
- « Du bon usage de l'adoption simple : conformité à l'intérêt de l'enfant et à la vie familiale », *Dr. Famille* 2016, n° 3, comm. 48

Depuis 2013 Chronique « Vie privée et familiale », *Journal européen des droits de l'homme*

- « Violences », *JEDH* 2021, n° 5, p. 255 s.
- « Violences », *JEDH* 2020, n° 5
- « Violences », *JEDH* 2019, n° 5
- « Violences », *JEDH* 2018, n° 5, p. 467 s.
- « Violences », *JEDH* 2017, n° 5, p. 456 s.

- « Violences », *JEDH* 2016, n° 5, p. 603 s.
- « Violences », *JEDH* 2015, n° 5, p. 685 s.
- « Égalité des modes de vie en couple », *JEDH* 2014, n° 5, p. 671 s.
- « Violences » (nos 11-12) et « Égalité entre conjoints » (nos 14-15), *JEDH* 2013, n° 5, p. 882 s.

Depuis 2012 Chronique « Droit patrimonial et extrapatrimonial de la famille », *Bulletin des arrêts de la Cour d'appel de Lyon* (<http://bacaly.univ-lyon3.fr/>).

Depuis 2011 Chronique « Review in Family Law », *the International Survey of Family Law*

- « Divorce without judge : the contractual breakdown of marriage becomes possible », *ISFL* 2017, p. 97 s.
- « Simplification and modernization of the French family law », *ISFL* 2016
- « News in family law : on the rights of couples », *ISFL* 2015, p. 98 s.
- « Conformity with the constitution of the monopoly of marriage in the granting of a residence permit to the foreign spouse of a french national », *ISFL* 2014, p. 129 s.
- « News on the optional franco-german matrimonial regime : finally a ratification bill ! », *ISFL* 2013, p. 131 s.
- « Delegation of parental authority in same-sex couples », *ISFL* 2012, p. 101 s.
- « Contemporary problems with the consequences of divorce », *ISFL* 2011, p. 197 s.

- RECHERCHES COLLECTIVES -

Mars 2014 Recherche GIP Justice, « La rupture du mariage en droit comparé », F. Ferrand et H. Fulchiron (dir.).

Depuis 2011 Recherche ANR, « Justifications et modalités des formes de compensation économique après divorce », I. Sayn (dir.).

- INTERVENTIONS -

2022 Journées d'études en hommage à J. Rubellin-Devichi : « 50 ans d'évolution du droit de la famille », organisées les 23 et 24 mars 2022, par le Centre de droit de la famille (Université Jean Moulin Lyon 3). Sujet de l'intervention : « Des mariages ».

2021 Petit-déjeuner du Notariat dédié à « La loi bioéthique du 2 août 2021 et la pratique notariale » organisé à la Chambre des notaires du Rhône par l'Association des Étudiants en Droit Notarial de Lyon 3. Sujet de l'intervention : « Présentation universitaire de l'apport de la loi en droit de la famille ».

Colloque « Le divorce : bilan, réformes et perspectives », organisé par le Centre de droit de la famille (Université Jean Moulin Lyon 3). Sujet de l'intervention : « L'impact des réformes sur les différents cas de divorce judiciaires ».

2017 Formation « Le divorce sans juge », organisé par le Centre de droit de la famille (Université Jean Moulin Lyon 3). Introduction et présidence de la séance sur le sujet : « Préparation et réalisation du divorce sans juge ».

2016 Colloque « Simplification (?) et modernisation (?) du droit de la famille. Les apports de la loi du 16 février 2015 et de l'ordonnance du 15 octobre 2015 », organisé par le

Centre de droit de la famille (Université Jean Moulin Lyon 3). Sujet de l'intervention : « Le droit de la famille : un droit complexe et désuet ? ».

Séminaire de l'Équipe de droit privé (Université Jean Moulin Lyon 3), « Aspects philosophiques du droit privé », organisé le 7 janvier 2016. Sujet de l'intervention : « La contractualisation du droit de la famille ».

2015 Colloque de l'International Society of Family Law, « Les compensations patrimoniales dans le couple après séparation », organisé le 24 avril 2015 à la Cour de cassation. Sujet de l'intervention : « Compensations patrimoniales après séparation en droit français ».

Colloque « Le contentieux post-divorce » organisé le 28 avril 2015 par le Centre de droit de la famille (Université Jean Moulin Lyon 3). Sujet de l'intervention : « Propos introductifs sur le contentieux post-divorce ».

2014 Colloque « Le divorce en Europe » organisé le 6 novembre 2014 par le Parquet général de la Cour de cassation et le Centre de droit de la famille (Université Jean Moulin Lyon 3). Sujet de l'intervention : « Les compensations entre époux en droit comparé ».

15^e Congrès de l'*International Society of Family Law*, Recife (Brésil), 6-9 août 2014, sur « Universalities and singularities ». Sujet de l'intervention : « Pluralisme des modes de conjugalité et perspectives d'évolution en matière de logement ».

2013 Colloque « Du mariage pour tous à la famille homosexuelle », organisé le 31 mai 2013 par le Centre de droit de la famille (Université Jean Moulin Lyon 3). Sujet de l'intervention : « Union libre, partenariat et mariage : stratégies patrimoniales ».

2012 Colloque « Le nouveau droit européen du divorce, autour du règlement Rome 3 sur la loi applicable au divorce », organisé le 10 mai 2012 par le Centre de droit de la famille (Université Jean Moulin, Lyon 3). Sujet de l'intervention : « Le divorce : aperçu de droit comparé ».

2011 14^e Congrès de l'*International Society of Family Law*, Lyon, 19-23 juillet 2011, sur « Les nouvelles solidarités ». Sujet de l'intervention : « La substitution, mécanisme d'affectation familiale des biens ».

2010 Colloque « Famille et fiscalité. Acte 1 : les couples », organisé le 28 octobre 2010 par le Centre de droit de la famille (Université Jean Moulin, Lyon 3). Synthèse des réflexions menées en atelier.

2009 Colloque « La prestation compensatoire : pratiques et enjeux », organisé le 22 octobre 2009 par le Centre de droit de la famille (Université Jean Moulin, Lyon 3). Synthèse des réflexions menées en atelier.

4. AUTRES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

Direction de revue : Cahiers Louis Josserand (Lexbase)

Participation à l'organisation des colloques du Centre de droit de la famille (Université Jean Moulin, Lyon 3) : « Vers un statut européen de la famille ? » (2013) ; « Du mariage pour tous à la famille homosexuelle » (2013) ; « Le nouveau droit européen du divorce » (2012) ; « Les nouvelles solidarités », Congrès international de l'*International Society of Family Law* (2011) ; « Les violences familiales » (2011) ; « Parenté, filiation, origine » (2010) ; « Famille et fiscalité. Acte 1 : les couples » (2010) ; « Les procédures familiales » (2010) ; « La prestation compensatoire » (2009) ; « La réforme du statut des majeurs protégés » (2008).

Responsabilité scientifique et organisation de colloque : « Le divorce sans juge », 19 et 26 janvier, 2 février 2017 ; « Simplification (?) et modernisation (?) du droit de la famille. Les apports de la loi du 16 février 2015 et de l'ordonnance du 15 octobre 2015 », 27 mai 2016 ; « Le contentieux post-divorce », 28 avril 2015 ; « Famille et fiscalité », 22 mai 2014.